

# INSTRUCTION

N° 97-062-B1 du 13 mai 1997

NOR : BUD R 97 00062 J

Texte publié au BOCP

## TRAITEMENT DÉCONCENTRÉ DES RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR

### ANALYSE

Application aux dépenses de l'Etat du décret n° 96-758 du 23 août 1996  
portant délégation de compétence

Date d'application : 13/05/1997

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; PAIEMENT ; SUSPENSION ; RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 82-049-B 1 du 9 mars 1982

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	RF	TGCST	TOM	CSOM	CPE
CSE		PGA	ACSR	EP	BA							

### DIFFUSION

GT 34

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction C - Bureau C3*

## SOMMAIRE

<b>1. LA SUSPENSION DE PAIEMENT D'UNE DÉPENSE NE CONSTITUE PAS UNE « DÉCISION » ADMINISTRATIVE SUSCEPTIBLE DE RECOURS.....</b>	<b>3</b>
1.1. La notion de suspension de paiement.....	3
1.2. Une jurisprudence constante du conseil d'état .....	3
<b>2. DEMANDE GRACIEUSE : NE PAS CRÉER DE DÉCISION SUSCEPTIBLE DE RECOURS.....</b>	<b>4</b>
<b>3. UN RECOURS EST INTRODUIT DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE .....</b>	<b>4</b>

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-758 du 23 août 1996 portant délégation de compétence.....	6
ANNEXE N° 2 : Arrêt du Conseil d'Etat du 19 janvier 1955 - POMMIER et autres.....	7
ANNEXE N° 3 : Arrêt du Conseil d'Etat du 13 mars 1981 - MOUTARDE.....	8
ANNEXE N° 4 : Arrêt du Conseil d'Etat du 12 février 1982 - CHAZALON. ....	9
ANNEXE N° 5 : Arrêt du Conseil d'Etat du 10 février 1983 - ARQUES.....	11
ANNEXE N° 6 : Arrêt du Conseil d'Etat du 29 mai 1996 - Société ACANOR et autres.....	13

Le décret n° 96-758 du 23 août 1996, dont copie est jointe en annexe n° 1, a déconcentré au profit des trésoriers-payeurs généraux, le suivi des recours pour excès de pouvoir introduits devant les tribunaux administratifs, contre leurs propres décisions ou contre les décisions prises par les agents placés sous leur autorité.

Cette mesure a pris effet à compter du 1er octobre 1996 et concerne essentiellement la procédure contentieuse relative au recouvrement des recettes de l'Etat.

En effet, en matière de dépense, les comptables du Trésor ne devraient pas être amenés à établir des mémoires en défense à la suite de suspensions de paiement, qui ne constituent pas une décision administrative susceptible de recours.

Par ailleurs, il leur appartiendra de ne pas provoquer l'ouverture des voies de recours aux administrés, à la suite de suspensions de paiement notifiées aux ordonnateurs principaux ou secondaires.

A cet égard, il est rappelé les règles relatives aux suspensions de paiement, ainsi que les dispositions à respecter afin d'écarter tout litige pouvant mettre en cause la responsabilité des comptables du Trésor.

Enfin, il est indiqué les éléments de réponse, dans le cas où un recours serait introduit devant une juridiction administrative.

## **1. LA SUSPENSION DE PAIEMENT D'UNE DÉPENSE NE CONSTITUE PAS UNE « DÉCISION » ADMINISTRATIVE SUSCEPTIBLE DE RECOURS**

### **1.1. LA NOTION DE SUSPENSION DE PAIEMENT**

La suspension de paiement d'une dépense, à l'occasion de l'exercice du contrôle prévu par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, ne constitue pas une « décision » administrative susceptible de recours.

Il s'agit d'une formalité administrative d'ordre interne que le comptable porte à la connaissance de l'ordonnateur et qui fait partie d'un ensemble de mesures destinées à assurer le contrôle des dépenses publiques.

### **1.2. UNE JURISPRUDENCE CONSTANTE DU CONSEIL D'ETAT**

Selon une jurisprudence constante, les suspensions de paiement des comptables publics ne peuvent faire l'objet de recours :

- Arrêt POMMIER du 19 janvier 1955 :  
« considérant que le visa du trésorier-payeur général fait partie d'un ensemble de mesures destinées à assurer le contrôle financier des mandats de paiement ; qu'il constitue une formalité administrative d'ordre intérieur et que par suite, le refus d'un tel visa n'est pas susceptible d'être déféré au juge administratif par la voie du recours pour excès de pouvoir ».
- Arrêt MOUTARDE du 13 mars 1981 :  
« considérant que la requête de M. MOUTARDE est dirigée contre la suspension de paiement, opposée par le trésorier-payeur général de la Réunion..., que cette suspension ne constitue pas une décision administrative susceptible d'être déférée au juge administratif par la voie du recours pour excès de pouvoir, qu'il appartenait à M. MOUTARDE de saisir le préfet... ».
- Cette argumentation est reprise dans l'arrêt CHAZALON du 12 février 1982, l'arrêt Société ACANOR et autres du 29 mai 1996.

- L'arrêt ARQUES du 10 février 1993 a précisé que le refus de payer une dépense opposé par l'agent comptable au président de l'université est un acte insusceptible de recours, eu égard au pouvoir de réquisition dont dispose celui-ci.

## **2. DEMANDE GRACIEUSE : NE PAS CRÉER DE DÉCISION SUSCEPTIBLE DE RECOURS**

Je vous rappelle les dispositions à observer dans ces circonstances :

Lorsque des requêtes sont adressées aux comptables par des personnes réclamant à l'Etat le paiement de sommes d'argent après qu'elles aient été avisées par les services ordonnateurs que les dossiers de mandatement correspondants avaient fait l'objet de suspensions de paiements, Mesdames et Messieurs les comptables voudront bien limiter leurs réponses en se bornant :

- à préciser aux requérants la réglementation en vigueur concernant la suspension de paiement et le droit de réquisition de l'ordonnateur ;
- et à les inviter à s'adresser aux services ordonnateurs compétents pour connaître et faire valoir leurs droits éventuels.

Il devra ainsi être indiqué qu'en application du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment aux termes de son article 37, « lorsque, à l'occasion de l'exercice du contrôle prévu à l'article 12, alinéa B (qualité de l'ordonnateur ou de son délégué, disponibilité des crédits, exacte imputation des dépenses, validité de la créance, caractère libératoire du règlement) les comptables publics suspendent les paiements et en informent l'ordonnateur ».

Les paiements sont également suspendus lorsque les comptables publics ont pu établir que les certifications délivrées par l'ordonnateur (article 7) sont inexactes.

Toutefois, les ordonnateurs peuvent requérir par écrit et sous leur responsabilité les comptables de payer (art. 8 et 66).

Les comptables doivent déférer aux ordres de réquisition sauf exceptions prévues à l'article 110 (indisponibilité des crédits, absence de justification du service fait, caractère non libératoire du règlement, absence de visa d'une ordonnance par le contrôleur financier).

Par ailleurs, je vous précise qu'il conviendra de ne jamais vous prononcer sur le fond du dossier

## **3. UN RECOURS EST INTRODUIT DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE**

Si le tribunal administratif saisi demande de présenter un mémoire en réponse, il conviendra :

- de préciser que la suspension de paiement par un comptable ne revêt pas un caractère définitif en rappelant la réglementation en vigueur concernant la suspension de paiement et le droit de réquisition de l'ordonnateur (cf. 2) ;
- de reprendre les arguments développés ci-dessus (1.1 et 1.2) pour expliquer qu'une suspension de paiement n'est pas une décision administrative et ne peut donc faire l'objet d'un recours ;
- de demander votre mise hors de cause.

Toutefois, si le tribunal administratif vous condamnait ou condamnait le ministre de l'économie et des finances, il conviendrait d'aviser immédiatement la direction, sous le présent timbre, de ce litige en adressant l'ensemble du dossier afin d'interjeter appel devant la Cour administrative d'appel ou le Conseil d'Etat.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGE DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Décret n° 96-758 du 23 août 1996 portant délégation de compétence.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ;

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, et notamment son article R 114 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public, et notamment son article 6,

Décète :

Art. 1er - Délégation de compétence est donnée au receveur général des finances, trésorier-payeur général de la région Ile-de-France, aux trésoriers-payeurs généraux et au trésorier-payeur général des créances spéciales du Trésor pour présenter les observations en défense de l'administration aux recours pour excès de pouvoir introduits devant les tribunaux administratifs contre leurs propres décisions ou contre les décisions prises par les agents placés sous leur autorité.

Art. 2 - Les dispositions du présent décret sont applicables aux litiges enregistrés devant les tribunaux administratifs à compter du 1er octobre 1996.

Art. 3 - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 août 1996.

Alain JUPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

Jean ARTHUIS

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jacques TOUBON

Le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,

Alain LAMASSOURE

ANNEXE N° 2 : Arrêt du Conseil d'Etat du 19 janvier 1955 - POMMIER et autres.

**Le Conseil d'Etat**

**Sous-sections**

**POMMIER, MICHAU, MAYOUX ET GRATON**

**19 janvier 1955 N° 5.521**

Le Conseil d'Etat (sous-sections) :

Considérant que la requête susvisée des sieurs POMMIER, MICHAU, MAYOUX et GRATON est dirigée contre le refus du trésorier-payeur général du département des Deux-Sèvres de viser les mandats établis à leur profit pour le paiement d'une indemnité allouée par le Conseil général aux fonctionnaires anciens combattants ;

Considérant que le visa du trésorier-payeur général fait partie d'un ensemble de mesures destinées à assurer le contrôle financier des mandats de paiement ; qu'il constitue une formalité administrative d'ordre intérieur et que, par suite, le refus d'un tel visa n'est pas susceptible d'être déféré au juge administratif par la voie du recours pour excès de pouvoir : que les requérants devaient saisir le préfet et, au cas où celui-ci n'aurait pas invité le comptable à payer les mandats dont s'agit, par application des dispositions de l'article 158 du décret du 12 juillet 1893, déférer cette décision au juge compétent ; que dès lors la requête des sieurs POMMIER, MICHAU, MAYOUX et GRATON n'est pas recevable.

**DECIDE :**

(Rejet).

ANNEXE N° 3 : Arrêt du Conseil d'Etat du 13 mars 1981 - MOUTARDE.

**Le Conseil d'Etat, Section du Contentieux.**

**3ème et 5ème sous-sections**

**M. MOUTARDE**

**13 mars 1981 N° 28.994**

Sur le rapport de la 3ème Sous-Section

Vu l'ordonnance en date du 16 décembre 1980, enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat le 19 décembre 1980, par laquelle le Président du Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion a transmis au Conseil d'Etat, en application de l'article R 74 du Code des tribunaux administratifs, la demande présentée à ce tribunal par M. MOUTARDE;

Vu la demande, enregistrée au greffe du Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion le 14 novembre 1980, présentée par M. MOUTARDE, conseiller à la Cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion, demeurant 54, cité Vidot, allée des Badamiers à Saint-Denis (La Réunion) et tendant à l'annulation de la décision du 7 octobre 1980 par laquelle le Trésorier Payeur général de la Réunion a confirmé son refus de mise en paiement du mandat émis le 19 août 1980 par le Préfet de la Réunion, au profit de M. MOUTARDE, pour un montant de 1785 F, correspondant aux frais exposés pour le voyage de retour en métropole de sa fille;

Vu le code des tribunaux administratifs;

Vu le décret du 29 décembre 1962;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 et le décret du 30 septembre 1953;

Vu la loi du 30 décembre 1977.

Considérant que la requête de M. MOUTARDE est dirigée contre la suspension de paiement, opposée par le Trésorier payeur général de la Réunion, des frais de voyage exposés pour le retour en France de sa fille; que cette suspension ne constitue pas une décision administrative susceptible d'être déférée au juge administratif par la voie du recours pour excès de pouvoir; qu'il appartenait à M. MOUTARDE de saisir le préfet et, au cas où celui-ci n'aurait pas invité le comptable à payer le mandat dont s'agit par application de l'article 8 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, de déférer cette décision au juge compétent; que, dès lors, la requête de M. MOUTARDE doit être rejetée comme irrecevable.

**DECIDE**

Article 1er. - La requête de M. MOUTARDE est rejetée.

Après avoir entendu le rapport de M. DELON, Auditeur, et les conclusions de M. J.F. Théry, Commissaire du Gouvernement.



ANNEXE N° 4 : Arrêt du Conseil d'Etat du 12 février 1982 - CHAZALON.

**Le Conseil d'Etat, Section du Contentieux.**

**3ème et 5ème sous-sections**

**Ministre du Budget c/ M. CHAZALON**

**12 février 1982 N° 24.277**

Sur le rapport de la 3ème sous-section

Vu le recours du ministre du budget, enregistré au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat le 17 mai 1980 et tendant à ce que le Conseil d'Etat: 1°) annule le jugement du 16 avril 1980 par lequel le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion a annulé, à la demande de M. CHAZALON, la décision en date du 21 juin 1978 par laquelle le Trésorier Payeur Général de la Réunion a refusé de mandater la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement en faveur de ce fonctionnaire de police; 2°) rejette la demande présentée par M. CHAZALON devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion;

Vu le code des tribunaux administratifs;

Vu le décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 et le décret du 30 septembre 1953;

Vu la loi du 30 décembre 1977.

Considérant qu'il n'est pas contesté que la requête de M. CHAZALON devant le tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion était dirigée contre le refus du Trésorier payeur général de la Réunion de mandater à l'intéressé la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement instituée par le décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953; que cette mesure ne constitue pas une décision administrative susceptible d'être déférée au juge par la voie du recours pour excès de pouvoir; qu'il appartenait à M. CHAZALON de saisir l'ordonnateur du mandat établi à son profit, et au cas où celui-ci n'aurait pas invité le comptable à payer l'indemnité dont il s'agit, par application des dispositions de l'article 8 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant réglementation de la comptabilité publique, de déférer cette décision au juge compétent; que, dès lors, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion n'a pas rejeté comme irrecevable la requête de M. CHAZALON.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

**DECIDE**

Article 1er : Le jugement en date du 16 avril 1980 du tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion est annulé.

Article 2 : La demande présentée par M. CHAZALON devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion est rejetée.

Après avoir entendu le rapport de M. SCHNEIDER, Maître des requêtes, les observations de la S.C.P. CALON-GUIGUET, avocat de M. CHAZALON, et les conclusions de M. ROUX, Commissaire du Gouvernement.

ANNEXE N° 5 : Arrêt du Conseil d'Etat du 10 février 1983 - ARQUES.

**Le Conseil d'Etat. Section du Contentieux.  
4ème et 1ère sous-sections réunies.**

**M. ARQUES  
10 février 1993 N° 128.412**

Cette décision sera mentionnée dans les tables du Recueil LEBON.

Sur le rapport de la 4ème sous-section

Vu l'ordonnance du 13 mai 1991, enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat le 8 août 1991, par laquelle le président du tribunal administratif de Lille a transmis au Conseil d'Etat les demandes de M. Philippe ARQUES, demeurant 44, chemin Moulin Cerron à Ecully (69130), tendant à l'annulation :

1°) de la décision du 15 octobre 1984 par laquelle le directeur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique-énergétique de Valenciennes lui a interdit de s'absenter le 16 octobre 1984 ;

2°) de la décision du 19 novembre 1985 par laquelle l'agent comptable de l'université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis a suspendu le remboursement des frais de mission de M. ARQUES aux Etats-Unis d'Amérique ;

Vu lesdites demandes, respectivement enregistrées au greffe du tribunal administratif de Lille les 12 novembre 1984 et 16 janvier 1986 ;

Vu la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

Sur les conclusions tendant à l'annulation du refus d'autorisation d'absence opposé à M. ARQUES :

**ANNEXE N° 5 (suite et fin)**

Considérant que M. ARQUES a été nommé en qualité de professeur à l'Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis et affecté à l'école nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique-énergétique de Valenciennes le 15 juillet 1981 ; que ladite école entre dans le champ de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, relatif aux instituts et écoles faisant partie des universités et qui dispose que : "Le directeur (...) à autorité l'ensemble des personnels..." :

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que si M. ARQUES avait accompli auprès des services de l'université de Valenciennes les formalités nécessaires à la prise en charge financière de son déplacement aux Etats-Unis en vue d'y participer à un congrès entrant dans le cadre de ses activités de recherche, et obtenu du recteur d'académie l'autorisation de sortie du territoire nécessaire à ce déplacement, il n'a sollicité une autorisation d'absence du directeur de l'école nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique-énergétique de Valenciennes que le 15 octobre 1984, soit la veille de son départ pour les Etats-Unis ; que le directeur de l'école pouvait légalement se fonder sur cette circonstance pour refuser l'autorisation sollicitée ; que le détournement de pouvoir allégué n'est pas établi : que par suite M. ARQUES n'est pas fondé à demander l'annulation du refus précité :

Sur les conclusions tendant à l'annulation de la décision de l'agent comptable de l'université de suspendre le remboursement des frais de mission :

Considérant que le président de l'université disposait, en vertu de l'article 8 du décret du 29 décembre 1962 susvisé, d'un pouvoir de réquisition à l'endroit de l'agent comptable ; que, par suite, la décision de suspendre le remboursement des frais de mission prise par celui-ci ne pouvait être regardé comme une décision faisant grief ; qu'il suit de là que les conclusions de M. ARQUES dirigées contre cette décision sont irrecevables ;

**DECIDE :**

Article 1er : Les demandes susvisées de M. ARQUES sont rejetées.

Après avoir entendu en audience publique : - le rapport de M. Roger-Lacan, Auditeur, - les conclusions de M. de Froment, Commissaire du gouvernement.

ANNEXE N° 6 : Arrêt du Conseil d'Etat du 29 mai 1996 - Société ACANOR et autres.

**LE CONSEIL D'ETAT. SECTION DU CONTENTIEUX.**

**6ème et 2ème sous-sections réunies  
sur le rapport de la 6ème sous-section**

**Société ACANOR et autres**

**29 mai 1996 N° 142317**

Vu la requête, enregistrée le 30 octobre 1992 au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, présentée par la société ACANOR, dont le siège social est quai de la Couche, à Etaples-sur-Mer (62630) et par M. Louis-Marie FOURNIER, M. Daniel FOURNIER et M. Didier FOURNIER, demeurant, respectivement, à Etaples (62630) 4, rue des Pluviers, 10, rue du Blanc Pavé et 6, rue des Argousiers ; la société ACANOR et MM. FOURNIER demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler le jugement du 29 septembre 1992 par lequel le tribunal administratif de Rouen a rejeté la demande de la société ACANOR tendant à l'annulation de la décision du 17 juillet 1989 du trésorier payeur général de la région Haute-Normandie, trésorier-payeur général de la Seine-Maritime, refusant de viser le mandat établi à son profit pour le versement d'une subvention attribuée par l'Etat pour la construction d'un chalutier le 2 juillet 1986 ;

2°) d'annuler cette décision ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

## ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la demande présentée par la société ACANOR et par MM. Louis-Marie, Daniel et Didier FOURNIER devant le tribunal administratif de Rouen était uniquement dirigée contre le refus du trésorier payeur général de Seine-Maritime de mettre en paiement à leur profit l'aide qui leur avait été accordée par arrêté du 2 juillet 1986 du préfet de Seine-Maritime, pour la construction d'un chalutier ; que cette mesure ne constitue pas une décision administrative susceptible d'être déférée au juge par la voie de l'excès de pouvoir ; qu'il appartenait aux intéressés de saisir l'ordonnateur du mandat établi à leur profit et, au cas où celui-ci n'aurait pas invité le comptable à le payer, par application des articles 8 et 66 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, de déférer cette décision au juge compétent ; que, dès lors, la société ACANOR et MM. FOURNIER ne sont pas fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Rouen a rejeté leur demande ;

**DECIDE :**

Article 1er : La requête de la société ACANOR et de MM. FOURNIER est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à la société ACANOR, à M. Louis-Marie FOURNIER, à M. Daniel FOURNIER, à M. Didier FOURNIER et au ministre de l'économie et des finances.

Après avoir entendu en audience publique : - le rapport de M. Lerche, Conseiller d'Etat, - les conclusions de M. Sanson, Commissaire du gouvernement ; Président M. Groux.